

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : ASA 20/025/2008

ÉFAI

23 octobre 2008

Inde. Il faut que les autorités protègent les personnes originaires du nord de l'Inde victimes d'attaques violentes à Mumbai(Bombay)

Les autorités de l'État du Maharashtra doivent prendre de toute urgence des mesures pour protéger les personnes originaires du nord de l'Inde qui sont de nouveau victimes d'attaques à Mumbai (Bombay) et ailleurs dans cet État de l'ouest du pays.

Au cours des trois derniers jours, des membres du parti local Maharashtra Navnirman Samithi (MNS) ont attaqué des personnes originaires du nord de l'Inde dans la ville de Mumbai ; ces agressions ont provoqué la mort de quatre personnes. La ville a également été le théâtre de nombreux incendies criminels et de destruction de biens ; des taxis et des commerces appartenant à des personnes originaires du nord de l'Inde ont ainsi été saccagés. Des agressions similaires ont été signalées dans d'autres villes du Maharashtra. Des centaines d'immigrants en provenance d'États du nord de l'Inde ont quitté Mumbai depuis ces attaques.

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, les dirigeants du MNS ont à plusieurs reprises dans leurs discours menacé les personnes originaires du nord de l'Inde vivant à Mumbai ainsi que les immigrants venus d'États du nord du pays à Mumbai pour y trouver du travail.

Des témoins oculaires ont informé Amnesty International que les violences avaient redoublé après l'arrestation du dirigeant du parti Raj Thackeray, dans une pension à Ratnagiri, le 21 octobre. Mercredi 22 octobre, la police a chargé avec des matraques des centaines de sympathisants du MNS qui avaient défié le couvre-feu à Kalyan, ville de banlieue où Raj Thackeray comparaisait devant la justice pour incitation à la haine intercommunautaire, à l'émeute et aux agressions et pour dommages à des biens publics et privés. Il a été libéré sous caution par la suite.

Les appels à la violence contre les personnes originaires du nord de l'Inde que Raj Thackeray a lancés lors des rassemblements du MNS de ces dernières semaines auraient dû inciter les autorités à agir plus tôt et à prendre des mesures pour assurer la protection de ces personnes. Dans ses derniers discours, le leader du MNS s'en prenait en particulier aux personnes originaires du nord de l'Inde se présentant aux examens de sélection de l'entreprise qui exploite les lignes de chemin de fer en Inde, l'un des employeurs les plus importants du pays.

Parmi les victimes se trouvait Pawan Mahato, venu du Bihar, un État du nord de l'Inde. La police a affirmé qu'il était mort dans un accident de train mais, selon d'autres informations, il serait mort en essayant d'échapper à des membres du MNS qui l'attaquaient. Une autre personne, Jeetu, aurait été gravement blessée après être tombée d'un train en essayant d'échapper à ses attaquants. Après ces attaques, une foule en colère a mis le feu à un train dans l'État du Bihar, après en avoir fait sortir les passagers.

Amnesty International exhorte le gouvernement du Maharashtra à :

- prendre immédiatement des mesures pour protéger les personnes originaires du nord de l'Inde dans la ville de Mumbai et ailleurs dans l'État du Maharashtra, contre les incitations à la violence et les attaques qui en découlent, en veillant à ce que les mesures prises soient conformes aux normes internationales relatives aux droits humains ;

- faire le nécessaire pour qu'une enquête efficace, indépendante et impartiale soit menée dans les meilleurs délais sur ces attaques, et pour que les personnes soupçonnées, à l'issue de ces investigations, d'être responsables de ces agissements soient déférées à la justice.

Amnesty International rappelle également au MNS que l'apologie de la haine visant à détruire les droits des autres n'est pas protégée par le droit international relatif à la liberté d'expression.

Complément d'information

Les agressions récentes ont suscité une vague de condamnation de la part des partis politiques dans toute l'Inde, qui ont demandé que le MNS et Raj Thackeray fassent l'objet de poursuites judiciaires sans concession. Les personnes originaires du nord de l'Inde constituent environ 19 p. cent de la population de Mumbai, qui compte 10 millions d'habitants.

FIN

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres ; tél. : +44 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org

Amnesty International, International Secretariat, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni

www.amnesty.org